

# **De la diabolisation à l'organisation**

**L'émergence du nouveau  
mouvement syndical**

**NORA LORETO**



# **De la diabolisation à l'organisation**

L'émergence du  
nouveau mouvement  
syndical

**de Nora Loreto**





De la diabolisation à l'organisation  
L'émergence du nouveau mouvement syndical  
2015

**DIRECTRICE DE LA RÉDACTION**

Erika Shaker

**AUTEURE**

Nora Loreto

**TRADUCTION**

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

**BUREAU DE LA RÉDACTION**

Centre canadien de politiques alternatives à 250ne Community  
251, rue Bank, bureau 500  
Ottawa (Ontario) K2P 1X3

ISBN 978-1-77125-215-7

**PRODUCTION**

Composition et conception : Nancy Reid (nrgrafx.com)

Illustration de la couverture : Coco Guzman, The Public  
(thepublicstudio.ca)

Conception de la couverture : Nancy Reid

Imprimé au Canada par RR Donnelley

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement les vues du CCPA.

# TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	i
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>1. QU'EST-CE QU'UN SYNDICAT?</b>	<b>9</b>
<b>2. LES SYNDICATS : RÉTABLIR LA VÉRITÉ</b>	<b>23</b>
<b>3. LES SYNDICATS : PROCESSUS ET PROGRÈS</b>	<b>35</b>
<b>4. LES CONFLITS DE TRAVAIL</b>	<b>57</b>
<b>5. LES SYNDICATS, LA DÉMOCRATIE ET LA CONTESTATION</b>	<b>73</b>
<b>6. LE NÉOLIBÉRALISME : DIVISER POUR MIEUX RÉGNER</b>	<b>85</b>
<b>7. LES ATTAQUES NÉOLIBÉRALES À L'ENCONTRE DES TRAVAILLEURS ET DE LA SOCIÉTÉ</b>	<b>105</b>
<b>8. LES CONSIDÉRATIONS POLITIQUES DES CHOIX BUDGÉTAIRES, LES SCANDALES ET LES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC</b>	<b>119</b>
<b>9. LA THÉSAURISATION, L'ÉVASION FISCALE ET LES CRISES INTENTIONNELLES</b>	<b>133</b>
<b>10. L'AGITATION CITOYENNE ET LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS CIVILES</b>	<b>149</b>
<b>11. VERS DE NOUVEAUX MODES D'ORGANISATION</b>	<b>159</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>171</b>
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	179
INDEX	193

# INTRODUCTION

J'ai grandi dans une petite ville, que l'on peut presque considérer comme une banlieue de Toronto, où mes camarades de classe appartenaient indéniablement à la classe ouvrière. Certains avaient des parents qui occupaient de bons emplois syndiqués à l'usine Chrysler située tout près, à Brampton. Beaucoup de parents étaient aides-comptables. Certains travaillaient chez Nortel; d'autres, à l'épicerie ou dans les magasins à rayons qui contribuaient à soutenir la ville. Deux d'entre nous avions des parents enseignants.

En 7<sup>e</sup> année, mes camarades de classe et moi-même avons découvert ce que voulait dire « faire la grève » : nos enseignants et enseignantes ont eu l'obligeance de nous donner deux semaines de congé en novembre 1997 pour protester contre les concessions que le gouvernement de Mike Harris leur demandait de faire.

Les emplois de nos parents ne semblaient pas toujours très surs; il y avait des grèves et des lockouts, des fermetures d'usines et des fusions d'entreprises qui ont tous durement éprouvé les familles de mes camarades. Mais, rétrospectivement, je me demande combien d'entre nous, maintenant adultes et maitres de nos vies, avons réussi à trouver des emplois aussi stables que ceux que nos parents avaient.

Évidemment, certains ont réussi : au moins quatre des dix-huit d'entre nous qui ont terminé leur 8<sup>e</sup> année en même temps ont trouvé des emplois dans le secteur public, dont deux à temps plein. D'autres ont

également trouvé des emplois à temps plein, mais je ne saurais dire s'il s'agit d'emplois permanents. En revanche, pour la majorité d'entre nous, les chances de trouver un emploi stable et durable sont plutôt minces.

Cette réalité n'est pas seulement celle d'une bande de jeunes de Georgetown, en Ontario. Il s'agit d'un phénomène nouveau et très répandu qui résulte d'attaques délibérées contre les travailleurs et travailleuses, et leurs familles. Ces attaques sont en train de créer la plus grave crise jamais survenue dans la société moderne canadienne. Des politiques stratégiques, sociales et économiques épouvantables, destructrices et à courte vue menacent le gagne-pain de la majorité des Canadiennes et Canadiens, et en particulier les jeunes.

Ces politiques ont d'abord été qualifiées de néolibérales. On les appelle maintenant des politiques d'austérité. Quel que soit le nom qu'on leur attribue, elles visent à porter atteinte aux services sociaux dont bénéficie la population canadienne, à affaiblir la classe moyenne, à détruire l'environnement, à permettre aux riches d'engranger encore plus de richesses et à élargir le fossé économique entre les riches et les pauvres du Canada.

Malheureusement, les médias grand public sont nombreux à examiner ce phénomène sous un angle étroit. Au lieu d'analyser les répercussions de ces politiques sur les jeunes, ils décrivent ces derniers comme étant trop endettés pour pouvoir jouir de leurs droits de citoyens, trop souvent sans emploi pour être engagés ou simplement trop gâtés et pas suffisamment déterminés à déployer les efforts nécessaires pour se tailler une place dans l'économie d'aujourd'hui. Ce portrait suscite du ressentiment parmi les travailleuses et travailleurs de ma génération, et du cynisme parmi ceux et celles de la génération de mes parents, des sentiments malsains qui ne mènent à rien de positif.

Durant les quelque dix années que j'ai passées à mobiliser les étudiants à la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, le plus grand obstacle auquel je me suis heurtée en luttant contre ces politiques économiques néfastes a été leur capacité à nous diviser, à dominer nos mouvements et à saper l'esprit communautaire. Cela a

eu des répercussions dévastatrices sur les jeunes, pour qui le concept traditionnel de communauté a disparu.

La conséquence naturelle du néolibéralisme est la destruction de la communauté, et nous y sommes presque arrivés. En effet, les politiques publiques imposées aux Canadiennes et Canadiens ont entraîné des conséquences très concrètes, par exemple l'augmentation des droits de scolarité, la privatisation croissante des services de santé, la réduction des prestations d'assurance-emploi et d'autres prestations sociales, et même l'attaque contre notre liberté personnelle lorsque nous protestons contre ces réductions. En même temps, on détruit l'environnement pour générer des profits records, causant un tort irréparable à l'eau, au sol et à l'air, et provoquant des maladies dévastatrices. À voir l'ampleur des problèmes, il est difficile d'imaginer qu'il puisse y avoir une solution.

Pour certaines personnes, il est plus facile de ne pas y penser et de continuer à survivre.

On observe au Canada un manque flagrant de solidarité sociale, une solidarité qui devrait exister dans toute société, et cette réalité isole les jeunes comme jamais auparavant. Nous, les jeunes, subissons les conséquences des politiques néolibérales : nous sommes criblés de dettes, avons du mal à trouver un travail rémunérateur et à joindre les deux bouts alors que nous essayons de fonder nos familles, et sommes trop occupés à gérer notre propre vie pour nous préoccuper des gens qui nous entourent.

Ces politiques nous attaquent sur deux fronts : à la maison et au travail. Au travail, les emplois précaires, mal rémunérés et n'offrant aucun avantage social s'ajoutent aux pressions déjà nombreuses. Heureusement, le mouvement syndical demeure l'une des plus grandes forces en mesure de repousser ces attaques, et son rôle de protection de la travailleuse ou du travailleur moyen deviendra encore plus important au fur et à mesure que les attaques s'intensifieront.

Ce n'est un secret pour personne : les travailleuses et travailleurs syndiqués sont pris au piège. Dans certains cas, ils ont dû faire des concessions en vertu desquelles les nouveaux travailleurs et

travailleuses (ou les plus jeunes) ont moins d'avantages sociaux et un salaire moins élevé. Parmi les travailleuses et travailleurs non syndiqués, beaucoup sont conscients de la stabilité que peut leur offrir un syndicat, mais ils choisissent d'envier aux autres cette stabilité plutôt que de lutter pour mettre sur pied leur propre syndicat. Dans un cas comme dans l'autre, l'image du syndicat est diabolisée et maltraitée.

Pour que les Canadiennes et Canadiens puissent mener une campagne nationale coordonnée et dotée de ressources suffisantes afin de rétablir les services publics et de défendre la démocratie, le mouvement syndical doit être actif et solidaire. Je me donne comme objectif de démystifier le discours de droite et d'expliquer les rôles que les syndicats jouent et devraient jouer dans la société canadienne pour combattre le cynisme qui s'installe lorsque les travailleuses et travailleurs de tous horizons sont divisés. J'espère donner aux militantes et militants des arguments qui les pousseront à déployer tous les efforts nécessaires pour que les syndicats servent de nouveau de contrepoids puissants à nos gouvernements, sous la férule des entreprises eux-mêmes.

Dans ce livre, je tente d'expliquer le syndicalisme aux membres de ma génération : à mes amis qui se méfient autant des organisations bien établies de la société civile que du gouvernement; à mes amis chômeurs qui vivent de contrat en contrat et qui feraient n'importe quoi pour obtenir un emploi stable et syndiqué; aux travailleuses et travailleurs qui n'ont jamais eu l'avantage d'être représentés en cas d'injustice au travail; et enfin aux travailleuses et travailleurs qui préfèrent ne pas penser à ce qui leur arriverait s'ils se blessaient au travail.

Ce livre vise également à rappeler aux travailleuses et travailleurs syndiqués qu'un grand nombre des vérités qui sont pour eux évidentes ne le sont pas forcément pour tout le monde, et que, s'il espère croire, le mouvement syndical devra changer sa façon d'établir le contact avec ses membres, les communautés et les travailleuses et travailleurs non syndiqués. Il se veut un appel à l'action pour inciter les militantes et militants à raconter leur histoire, à démystifier le discours antisindical de droite, à se réengager dans leur communauté et à bâtir un mouvement capable de faire obstacle aux politiques néolibérales et à leurs adeptes.



Malgré leur faible participation électorale, beaucoup de jeunes Canadiens et Canadiennes refusent d'abandonner complètement la partie. À la suite de la dernière crise financière mondiale, les jeunes du Canada ont démontré qu'ils ne sont pas apathiques, bien au contraire.

Dans le sillage du mouvement new-yorkais Occupy Wall Street en 2011, des mouvements d'occupation ont vu le jour dans presque toutes les grandes villes canadiennes. Dans un cas, des étudiantes et étudiants de l'Université McMaster à Hamilton (Ontario) ont occupé un espace intérieur pour se réunir, parler politique ou simplement faire leurs devoirs, et ce jusqu'en avril 2012, bien longtemps après le démantèlement de la plupart des campements du mouvement « Occupons ».

Au même moment, au Québec, les étudiantes et étudiants protestaient contre la hausse des frais de scolarité des établissements d'enseignement postsecondaire en menant des grèves longues et spectaculaires. Pendant ce que l'on a appelé le « Printemps érable » des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, des juristes se sont élevés contre le recours à des lois oppressives et, à l'instar de ce qui se faisait en Amérique latine, des familles se sont jointes aux manifestations étudiantes en tapant sur des casseroles pour demander un gel des frais de scolarité.

À la fin de 2012, le mouvement Idle No More a commencé à se manifester dans des communautés des quatre coins du Canada, incitant beaucoup de gens, jeunes et moins jeunes, à unir leurs voix contre les politiques coloniales du Canada, la dérèglementation en matière d'environnement et le programme de droite du gouvernement Harper.

Tout ce gâchis néolibéral a donné naissance à de nouvelles manières de s'organiser et à une nouvelle réalité à laquelle les militantes et militants syndicaux doivent faire face lorsqu'ils mettent leurs campagnes sur pied. C'est à la fois un défi et une occasion de transformation.

Le mouvement syndical est la seule force dont la taille, la diversité géographique et les ressources sont suffisamment importantes pour mener le combat contre des politiques qui font passer les profits avant

les gens. Cependant, une grande part des stratégies et messages syndicaux qui fonctionnaient dans le passé n'arrivent plus à convaincre la jeune génération. Les porte-paroles du mouvement doivent modifier profondément la façon dont ils définissent et présentent leurs rôles et responsabilités, en particulier lorsqu'ils s'adressent aux jeunes.

Les militantes et militants syndicaux se trouvent souvent coincés entre deux réalités : soit que leur auditoire connaît très bien les avantages que lui procure son syndicat et sait très bien comment il fonctionne et ce qu'il fait, soit que leur auditoire ne sait rien à ce sujet. Aux chapitres 1 à 4, je traite de la deuxième réalité. J'y fais un survol de la situation et j'y présente des exemples contemporains qui expliquent le fonctionnement des syndicats, les avantages que les travailleuses et travailleurs retirent de leur adhésion syndicale et la responsabilité qu'ont les travailleurs et les dirigeants syndicaux de veiller à ce que les membres à la base s'engagent véritablement dans les activités du syndicat.

Comme le mouvement syndical ne fonctionne pas en vase clos, il est impossible de parler des syndicats ou du mouvement syndical sans examiner les rôles qu'ils jouent dans la société en général. Au chapitre 5, je soutiens que les syndicats doivent être les principaux défenseurs de la démocratie et qu'ils ont la responsabilité de demander des comptes aux gouvernements majoritaires. Aux chapitres 6 et 7, je montre que la société canadienne a été profondément transformée par les politiques néolibérales comme la dérèglementation et la privatisation, et que les attaques contre les travailleurs et les citoyens en général se multiplient.

Les chapitres 8 et 9 tentent de détruire le mythe forgé par la droite selon lequel les gouvernements n'ont simplement pas les moyens d'offrir des services publics de qualité ni de payer les salaires des travailleuses et travailleurs qui les fournissent. Lorsqu'on considère les contraintes imposées à notre régime fiscal, l'argent perdu au profit des abris fiscaux à l'étranger et les milliards de dollars de dépenses scandaleuses, on se rend vite compte que le manque d'argent est rarement un argument valable. Malgré cela, les travailleuses et travailleurs sont souvent forcés d'accepter des contrats qu'ils

rejetteraient normalement. Le discours qui prétend que ce sont les travailleuses et travailleurs qui sont cupides, et non la gent politique ou les propriétaires d'entreprises, nuit à l'image que la population a des syndiquées et syndiqués, et donne aux Canadiennes et Canadiens une fausse représentation de la situation.

Au chapitre 10, je fais valoir que la classe politique attaque les travailleuses et travailleurs en portant atteinte à leurs libertés fondamentales, dont le droit à un processus de négociation collective libre. Cette accumulation de politiques gouvernementales diabolise les travailleuses et travailleurs qui tentent de négocier tout en leur retirant des acquis et en leur imposant des contrats de façon tout à fait antidémocratique. Je trace un lien entre cet état de fait et les attaques perpétrées contre les Canadiennes et Canadiens en général, c'est-à-dire des attaques contre le droit de manifester, de se rassembler et de critiquer le gouvernement. En cette ère d'austérité où les politiciennes et politiciens sacrifient la démocratie à l'aide d'arguments fallacieux au sujet de crises économiques, ces attaques sont devenues plus brutales, plus audacieuses et peut-être même plus illégales. Lorsqu'on attaque un groupe de la société en particulier, on le fait toujours en vue d'utiliser des tactiques similaires contre d'autres groupes. Les militantes et militants syndicaux doivent faire les rapprochements nécessaires pour les personnes qui ne verraient peut-être pas immédiatement le lien entre l'ingérence dans les négociations, la forte présence policière et les lois oppressives. Tout comme les mouvements sociaux qui cherchent de nouveaux moyens de protester, les syndicats doivent continuer de jouer un rôle de premier plan dans la défense de la démocratie contre ces attaques, car les politiques d'austérité ne disparaîtront pas de sitôt.

La plus importante question que pose ce livre est la suivante : Que doit-on faire? À cette question, je fournirai une réponse incomplète. Bien que les problèmes puissent sembler évidents ou, au moins, discutables, les solutions demeurent complexes et difficiles à mettre en pratique. Le chapitre 11 explore les moyens que trouvent les travailleuses et travailleurs pour s'organiser, en particulier dans les industries où la syndicalisation est traditionnellement moins forte, et propose de nouveaux rôles que les syndicats nationaux bien établis

peuvent envisager pour rétablir le dialogue avec les communautés et revigorer leur base.

Les personnes qui ont grandi dans les années 1980 ou après peuvent être tentées d'appuyer le discours individualiste des politiciens de droite. En effet, lorsqu'on demande aux jeunes d'absorber les compressions dans les services sociaux, de faire plus avec moins que ce qu'avaient leurs parents et de s'endetter jusqu'au cou en considérant cet endettement comme un « investissement », on ne peut pas leur en vouloir d'être cyniques et remplis d'amertume par rapport à ce que leur lègue la génération qui les précède. Et en l'absence de mouvement rassembleur et communautaire, il est facile de vivre cloîtré dans sa banlieue et de passer tout son temps à travailler pour payer le loyer ou l'hypothèque. Les réalités économiques actuelles du Canada ont grandement contribué au désengagement politique et social.

Mais les réalités peuvent changer. Elles peuvent changer grâce aux mouvements sociaux qui rejettent le statu quo et demandent, tant par la parole que par le geste, un monde meilleur que celui dont nous héritons. Pour ces enfants avec qui j'ai grandi, et pour les enfants que j'aurai bientôt, je veux davantage que l'inacceptable et intenable statu quo. Nous n'avons vraiment pas d'autre choix que de viser plus haut.